



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 66.263/VR
du 9 juillet 2019

advies 66.263/VR
van 9 juli 2019

sur

over

un avant-projet de loi ‘portant
assentiment au protocole
portant amendement du Traité
sur un Système d’Information
Européen concernant les
Véhicules et les Permis de
conduire (EUCARIS), fait à
Luxembourg le 8 juin 2017’

een voorontwerp van wet
‘houdende instemming met het
protocol tot wijziging van het
Verdrag betreffende een
Europees voertuig- en
rijbewijsinformatiesysteem
(EUCARIS), gedaan te
Luxemburg op 8 juni 2017’

Le 23 mai 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et européennes, et de la Défense, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales à communiquer un avis, dans un délai de soixante jours prorogé à septante-cinq jours *, sur un avant-projet de loi 'portant assentiment au protocole portant amendement du Traité sur un Système d'Information Européen concernant les Véhicules et les Permis de conduire (EUCARIS), fait à Luxembourg le 8 juin 2017'.

L'avant-projet a été examiné par les chambres réunies en ce qui concerne la portée de l'avant-projet et la compétence le 9 juillet 2019. Les chambres réunies étaient composées de Jacques JAUMOTTE, président du Conseil d'État, Jo BAERT et Martine BAGUET, présidents de chambre, Peter SOURBRON, Bernard BLERO et Koen MUYLLE, conseillers d'État, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX et Dries VAN EECKHOUTTE, premiers auditeurs.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 9 juillet 2019. La chambre était composée de Jacques JAUMOTTE, président du Conseil d'État, Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO, conseiller d'État, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Jacques JAUMOTTE.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 9 juillet 2019.

*

* Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, qui dispose que le délai de soixante jours est prorogé à septante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85bis.

Op 23 mei 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse en Europese Zaken, en van Defensie, belast met Beliris en de Federale Culturele Instellingen verzocht binnen een termijn van zestig dagen verlengd tot vijfenzeventig dagen* een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende instemming met het protocol tot wijziging van het Verdrag betreffende een Europees voertuig- en rijbewijsinformatiesysteem (EUCARIS), gedaan te Luxemburg op 8 juni 2017'.

Het voorontwerp is door de verenigde kamers wat betreft de strekking en de bevoegdheid onderzocht op 9 juli 2019. De verenigde kamers waren samengesteld uit Jacques JAUMOTTE, voorzitter van de Raad van State, Jo BAERT en Martine BAGUET, kamervoorzitters, Peter SOURBRON, Bernard BLERO en Koen MUYLLE, staatsraden, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX en Dries VAN EECKHOUTTE, eerste auditeurs.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 9 juli 2019. De kamer was samengesteld uit Jacques JAUMOTTE, voorzitter van de Raad van State, Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO, staatsraad, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jacques JAUMOTTE.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 9 juli 2019.

*

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat de termijn van zestig dagen verlengd wordt tot vijfenzeventig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van artikel 85*bis*.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

PORTÉE DE L'AVANT-PROJET ET COMPÉTENCE

1. L'avant-projet de loi examiné tend à porter assentiment au Protocole 'portant amendement du Traité sur un Système d'Information Européen concernant les Véhicules et les Permis de conduire (EUCARIS), fait à Luxembourg le 8 juin 2017' (ci-après : « le Protocole »).

Comme l'explique l'exposé des motifs de l'avant-projet :

« Le Traité sur un Système d'Information Européen concernant les Véhicules et les Permis de conduire, ci-après dénommé Traité Eucaris, vise la mise en œuvre et l'exploitation d'un système technique pour l'échange de données, en temps réel, entre les organismes nationaux responsables dans leurs pays respectifs de l'immatriculation des véhicules et/ou de la délivrance des permis de conduire ».

Le Protocole tend notamment à apporter au Traité Eucaris les modifications suivantes :

1) parallèlement aux données qui doivent être disponibles pour l'échange de données et qui sont mentionnées à l'article 5, alinéa (1), du Traité Eucaris, tel qu'amendé¹, consacrer la possibilité de mise à disposition d'autres données disponibles de la banque de données centrale relative aux véhicules et de la banque de données centrale relative aux permis de conduire, moyennant une décision de l'Assemblée générale approuvant le document énumérant ces données ;

2) autoriser la transmission de données à d'autres autorités que les autorités centrales des États parties au Traité Eucaris : à cette fin, le Protocole insère dans le Traité Eucaris une définition de la notion de « tiers », entendue comme « un quelconque État qui n'est pas une partie du Traité au sens de l'article 1.1 ou une institution supranationale de droit public qui utilise le système EUCARIS pour un échange de données en vertu soit d'un acte juridique de l'UE, soit d'un accord bilatéral ou multilatéral »², et y énonce que « [l']objet du système EUCARIS consiste [...] à être à disposition des Parties et des tiers pour effectuer un échange de données en vertu soit d'un acte juridique de l'UE, soit d'un accord bilatéral ou multilatéral autre que le présent Traité »³ ;

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Article I, (5), du Protocole.

² Article 1.2. du Traité Eucaris, remplacé par l'article I, (1), du Protocole.

³ Article 2, alinéa (2), iv), du Traité Eucaris, remplacé par l'article I, (2), du Protocole.

3) permettre que les données communiquées dans le cadre d'Eucaris soient transmises à « d'autres entités » que « les autorités administratives compétentes pour l'immatriculation et l'enregistrement des véhicules et pour la délivrance et l'enregistrement de permis de conduire, ainsi que les autorités policières, douanières, judiciaires et de sûreté nationales », à la condition que « les prescriptions légales de la Partie récupératrice » et les règles européennes en matière de protection des données soient strictement respectées ⁴.

2. Conformément à l'article 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', la réglementation relative à l'immatriculation des véhicules et à la délivrance des permis de conduire relève de la seule compétence de l'autorité fédérale en matière de police de la circulation routière ⁵. Par ailleurs, en consacrant un mécanisme visant à permettre la mise à disposition d'autres données que celles qui doivent être disponibles en application de l'article 5, alinéa (1), du Traité Eucaris, tel qu'amendé, l'alinéa (2) de cette même disposition se limite à rendre possible l'échange de ces autres données et, en conséquence, n'emporte pas d'obligation à l'égard des autorités qui, en vertu des règles répartitrices des compétences entre l'autorité fédérale et les entités fédérées, sont habilitées à régler la gestion de ces données.

Le Protocole doit en conséquence être qualifié de traité relevant de la compétence exclusive de l'autorité fédérale.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

3. L'exposé des motifs du projet devenu la loi du 16 février 2009 'portant assentiment au Traité sur un Système d'information européen concernant les véhicules et les permis de conduire (EUCARIS), fait à Luxembourg le 29 juin 2000', fait état de la réserve suivante, émise par les autorités belges et portant sur l'article 2, alinéa (1), du traité :

« En attendant que la fiabilité du fichier central belge des permis de conduire soit suffisamment établie, les autorités belges participeront uniquement à la mise en place et la maintenance d'un système commun d'échange de données relatives aux véhicules. Une réserve générale est donc apportée à toutes les clauses du traité concernant les permis de conduire ».

⁴ Article 8, alinéa (4), du Traité Eucaris, remplacé par l'article I, (7), du Protocole.

⁵ Voir en ce sens l'avis n° 64.086/VR donné le 18 septembre 2018 sur l'avant-projet de loi 'portant assentiment au Protocole portant amendement du Traité sur un Système d'Information Européen concernant les Véhicules et les Permis de conduire (EUCARIS), fait à Luxembourg le 8 juin 2017' et qui conclut à l'irrecevabilité de la demande d'avis au motif que le Protocole auquel il est envisagé de porter assentiment étant relatif « aux règles de police de la circulation routière », il est soumis à la procédure d'association renforcée consacrée par l'article 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', le non-respect de cette procédure impliquant le caractère prématuré et partant irrecevable de la demande d'avis (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/64086.pdf>).

L'exposé des motifs poursuit :

« Nonobstant le fait que la situation actuelle ait changé par rapport à celle de l'an 2000, les autorités belges maintiennent leur réserve concernant ce point. La réserve est dictée aujourd'hui par l'évolution du contexte européen. Dans le cadre des directives européennes portant sur la délivrance et l'échange de permis de conduire, un échange de données est également nécessaire. C'est pourquoi la Commission a lancé l'initiative 'RESPER'. Actuellement il n'est pas clairement établi quel système sera retenu par la Commission européenne. Les autorités belges préfèrent donc attendre qu'une décision ferme soit prise en la matière afin de pouvoir investir de préférence dans le système officiel qui sera choisi au sein de l'Union européenne.

Ainsi les autorités belges participeront uniquement au sein du Traité EUCARIS à la mise en œuvre et à la maintenance d'un système d'échange de données relatives aux véhicules »⁶.

Interrogée sur ce qu'il est advenu de cette réserve, la fonctionnaire déléguée a répondu ce qui suit :

« Comme vous le soulignez dans votre mail, la réserve était énoncée dans le cadre de la loi d'assentiment du Traité Eucaris. Cette réserve portait sur l'article 2(1) concernant l'échange des données relatives aux permis de conduire. À cet égard, l'exposé des motifs précisait que 'les autorités belges préfèrent attendre qu'une décision ferme soit prise en la matière afin de pouvoir investir de préférence dans le système officiel qui sera choisi au sein de l'Union européenne'.

Vu que la Commission européenne a décidé d'utiliser le système Resper, la Belgique utilise donc la plateforme Eucaris afin de communiquer les données via Resper. La réserve formulée n'a donc plus lieu d'être depuis quelques années ».

L'exposé des motifs de l'avant-projet sera complété sur ce point.

4. Comme déjà relevé⁷, l'article 5, alinéa (2), du Traité Eucaris, tel qu'amendé par le Protocole, consacre un mécanisme d'approbation par l'Assemblée générale des données qui, en supplément des données obligatoires visées à l'alinéa (1) de la même disposition, sont susceptibles d'être mises à disposition dans le cadre d'Eucaris.

Un document énumérant ces données supplémentaires a été arrêté par l'Assemblée générale en 2017. Ce document complète l'article 5 du Traité Eucaris, tel qu'amendé.

Il convient dès lors d'y porter également assentiment de manière expresse.

5. La procédure d'approbation et de modification de ce document qui est organisée par l'article 19 du Traité Eucaris, tel qu'amendé, ne suscite pas de problème de principe, eu égard aux données concernées. En effet, cette procédure concerne essentiellement des données techniques et administratives reprises dans la banque de données centrale relative aux véhicules⁸

⁶ *Doc. parl.*, Sénat, 2007-2008, n° 4-897/1, p. 2.

⁷ Voir les observations n°s 1 et 2.

⁸ La décision de l'Assemblée générale Eucaris 2017 expose à cet égard :

et dont la mise à disposition présente un caractère facultatif. L'article 5, alinéa (3), tel qu'amendé, précise en outre qu'il ne peut s'agir que de données « nécessaires aux fins de la réalisation des objets définis à l'article 2, alinéa (2), points i) à iii) du Traité ».

Toutefois, étant donné qu'il s'agit d'un document déjà existant et complétant l'article 5 du Traité Eucaris, raison pour laquelle il se justifie d'y porter assentiment de manière expresse⁹, il y a lieu de compléter l'avant-projet de loi par une disposition prévoyant que le législateur donne son assentiment préalable aux modifications qui sont apportées au document visé à l'article 5, alinéa (2), du Traité Eucaris, conformément à l'article 19 de celui-ci.

Par ailleurs, l'article 19 du Traité Eucaris permet d'adopter des modifications que le Parlement pourrait éventuellement désapprouver. Afin de permettre au Parlement de signaler au Roi qu'il n'approuve pas une modification déterminée, l'avant-projet pourrait être complété par une disposition prévoyant l'obligation pour le Roi de notifier au Parlement, dans un délai déterminé, toute modification qu'il n'aurait pas expressément acceptée¹⁰.

6. Eu égard à l'effet possible de la « Déclaration conjointe » des parties sur l'application du Traité Eucaris tel qu'amendé par le Protocole, il convient également d'y porter expressément assentiment¹¹.

“New EU legislation and developments especially related to the impact of vehicles on the environment result in the need to register more vehicle information and to make this information available, also at re-registration. Consequently EUCARIS Operations proposed to extend the VHInfo service and to adapt the data set to the Treaty accordingly.”

⁹ Voir l'observation n° 4.

¹⁰ Pour la formulation d'une telle disposition, on peut par exemple s'inspirer des articles 3 et 4 de la loi du 29 février 2016 'portant assentiment au Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique, et à l'annexe, faits à Nagoya le 29 octobre 2010', des articles 3 et 4 du décret de la Communauté flamande et de la Région flamande du 4 avril 2014 'portant assentiment au Protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, fait à Nagoya le 15 octobre 2010' et des articles 3 et 4 du décret de la Région flamande du 25 avril 2014 'portant assentiment à l'Accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN), fait à Genève le 26 mai 2000, et aux prescriptions actualisées ADN 2013'. Voir dans le même sens l'avis n° 59.894/1/V donné le 26 août 2016 sur un avant-projet devenu la loi du 13 mai 2017 'portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération renforcé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part, fait à Astana le 21 décembre 2015' (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, n° 54-2311/1 pp. 20 à 29, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/59894.pdf>) et l'avis n° 61.208/VR donné le 8 mai 2017 sur un avant-projet de loi 'portant assentiment à l'Accord du Cap de 2012 sur la mise en œuvre des dispositions du Protocole de 1993 relatif à la Convention internationale de Torremolinos de 1977 sur la sécurité des navires de pêche, fait au Cap le 11 octobre 2014' (*Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, n° 54-2760/1, pp. 15 à 19, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/61208.pdf>).

¹¹ Voir notamment l'avis n° 40.654/4 donné le 4 juillet 2006 sur un avant-projet devenu la loi du 19 juin 2008 'portant assentiment au Traité relatif au Corps européen et au statut de son Quartier général entre la République française, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume de Belgique, le Royaume d'Espagne et le Grand-Duché de Luxembourg, et à l'acte final, faits à Bruxelles le 22 novembre 2004', ainsi que l'avis n° 44.395/2 donné le 13 mai 2008 sur un avant-projet devenu la loi du 19 septembre 2008 'portant assentiment au Protocole et à la Déclaration conjointe, signés à Bruxelles le 17 avril 2007, modifiant le Protocole additionnel relatif aux impôts annexé à la Convention concernant la coopération administrative et judiciaire dans le domaine des réglementations se rapportant à la réalisation des objectifs de l'Union économique Benelux, signé à La Haye le 29 avril 1969'.

7. L'intitulé et le dispositif de l'avant-projet seront complétés à la lumière de ces observations.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, [‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

STREKKING VAN HET VOORONTWERP EN BEVOEGDHEID

1. Voorliggend voorontwerp van wet strekt ertoe in te stemmen met het Protocol ‘tot wijziging van het Verdrag betreffende een Europees voertuig- en rijbewijsinformatiesysteem (EUCARIS), gedaan te Luxemburg op 8 juni 2017’ (hierna te noemen: “het Protocol”).

De memorie van toelichting van het voorontwerp bevat de volgende uitleg:

“Het Verdrag betreffende een Europees voertuig- en rijbewijsinformatiesysteem, hierna Eucaris-verdrag, beoogt de tenuitvoerlegging en de exploitatie van een technisch systeem voor de gegevensuitwisseling in reële tijd tussen de nationale instellingen die in de respectieve landen verantwoordelijk zijn voor de inschrijving van de voertuigen en/of de afgifte van rijbewijzen.”

Het Protocol strekt er inzonderheid toe om in het Eucaris-Verdrag de volgende wijzigingen aan te brengen:

1) voorzien in de mogelijkheid om naast de gegevens die beschikbaar dienen te zijn voor de uitwisseling van gegevens en die vermeld worden in artikel 5, eerste lid, van het Eucaris-Verdrag, zoals dat gewijzigd wordt,¹ nog andere gegevens uit het centraal voertuigregister en het centraal rijbewijsregister toegankelijk te maken door middel van een beslissing van de Algemene Vergadering houdende goedkeuring van het document waarin die gegevens vermeld worden;

2) toestaan dat aan andere autoriteiten dan de centrale registratieautoriteiten van de Staten die partij zijn bij het Eucaris-Verdrag gegevens verstrekt worden: daartoe wordt bij het Protocol in het Eucaris-Verdrag een definitie ingevoegd van het begrip “derde partij”, waaronder “elke Staat die geen Partij is zoals omschreven in artikel 1, eerste lid, of een publiek orgaan dat werkzaamheden verricht buiten de rechtsmacht van een Staat, dat gebruikmaakt van EUCARIS voor de uitwisseling van gegevens op grond van EU-wetgeving of een bilaterale of multilaterale overeenkomst” verstaan moet worden,² en wordt daarin bepaald dat “[h]et doel van EUCARIS [erin bestaat ter beschikking te staan van p]artijen en derde partijen (...) die gegevens wensen uit

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Artikel I, (5), van het Protocol.

² Artikel 1.2. van het Eucaris-Verdrag, zoals vervangen bij artikel I, (1), van het Protocol.

te wisselen op basis van EU-wetgeving of een bilaterale of multilaterale overeenkomst anders dan dit Verdrag”;³

3) toestaan dat de gegevens die in het kader van Eucaris meegedeeld zijn, doorgestuurd worden naar “andere entiteiten” dan “de administratieve autoriteiten die verantwoordelijk zijn voor het registreren van voertuigen en het afgeven en registreren van rijbewijzen alsmede de nationale politie-, douane-, gerechtelijke- en nationale veiligheidsautoriteiten” op voorwaarde dat “de bepalingen van de nationale wetgeving van de ontvangende Partij” en de Europese regels inzake gegevensbescherming strikt nageleefd worden.⁴

2. Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ valt de regeling betreffende de inschrijving van voertuigen en de afgifte van rijbewijzen uitsluitend onder de bevoegdheid van de federale overheid inzake de politie over het wegverkeer.⁵ Bovendien, door het invoeren van een mechanisme dat ertoe strekt het mogelijk te maken dat andere gegevens toegankelijk gemaakt worden dan die welke beschikbaar dienen te zijn krachtens artikel 5, eerste lid, van het Eucaris-Verdrag, zoals die bepaling gewijzigd wordt, wordt bij het tweede lid van datzelfde artikel de uitwisseling van die andere gegevens louter mogelijk gemaakt en houdt dat lid bijgevolg geen verplichting in voor de autoriteiten die krachtens de regels betreffende de verdeling van de bevoegdheden tussen de federale overheid en de gefedereerde entiteiten gemachtigd zijn het beheer van die gegevens te regelen.

Het Protocol dient bijgevolg bestempeld te worden als een verdrag dat onder de exclusieve bevoegdheid van de federale overheid valt.

³ Artikel 2, tweede lid, iv), van het Eucaris-Verdrag, zoals vervangen bij artikel I, (2), van het Protocol.

⁴ Artikel 8, vierde lid, van het Eucaris-Verdrag, zoals vervangen bij artikel I, (7), van het Protocol.

⁵ Zie in die zin advies 64.086/VR, dat op 18 september 2018 gegeven is over het voorontwerp van wet ‘houdende instemming met het Protocol tot wijziging van het Verdrag betreffende een Europees voertuig- en rijbewijzinformatiesysteem (EUCARIS), gedaan te Luxemburg op 8 juni 2017’, waarin besloten is dat de adviesaanvraag niet-ontvankelijk was omdat het Protocol waarmee men wilde instemmen betrekking had op de regels inzake de politie over het wegverkeer, zodat daarvoor de procedure voor het nauwer betrekken van de gewestregeringen bij het uitwerken van regelgeving, die verankerd is in artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’, gevolgd had moeten worden en de omstandigheid dat die procedure niet toegepast was, impliceerde dat de adviesaanvraag voorbarig en bijgevolg niet-ontvankelijk was (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/64086.pdf>).

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

3. In de memorie van toelichting van het ontwerp dat geleid heeft tot de wet van 16 februari 2009 'houdende instemming met het Verdrag betreffende een Europees voertuig- en rijbewijsinformatiesysteem (EUCARIS), gedaan te Luxemburg op 29 juni 2000' wordt melding gemaakt van volgend voorbehoud dat de Belgische autoriteiten gemaakt hebben bij artikel 2, eerste lid, van het Verdrag:

"In afwachting dat de betrouwbaarheid van het centraal rijbewijsregister in België op voldoende wijze wordt vastgesteld, zal de Belgische overheid enkel deelnemen aan het opzetten en instandhouden van een gemeenschappelijk systeem voor de uitwisseling van voertuiggegevens. Aldus wordt een algemeen voorbehoud gemaakt betreffende al de bepalingen van het verdrag die handelen over de rijbewijzen."

In die memorie van toelichting staat voorts deze passage:

"Niettegenstaande de situatie van vandaag gewijzigd is ten opzichte van het jaar 2000, blijft de Belgische overheid haar voorbehoud met betrekking tot dit punt behouden. Het voorbehoud van vandaag wordt ingegeven door de evolutie binnen de Europese context. In het kader van de Europese richtlijnen met betrekking tot de uitreiking en omwisseling van rijbewijzen is eveneens een uitwisseling van gegevens nodig. Daarom werd er vanuit de commissie reeds het initiatief 'RESPER' gelanceerd. Vandaag is er echter nog geen duidelijkheid over het systeem dat door de Europese Commissie weerhouden zal worden. De Belgische autoriteiten verkiezen dan ook een duidelijke beslissing terzake af te wachten zodat bijvoorkeur kan worden geïnvesteerd in het officiële systeem dat binnen de Europese Unie zal worden gekozen.

Derhalve zullen de Belgische autoriteiten binnen het EUCARIS-Verdrag enkel deelnemen aan het opzetten en instandhouden van een systeem voor de uitwisseling van voertuiggegevens."⁶

Op de vraag hoe het intussen met dat voorbehoud staat, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord:

"Comme vous le soulignez dans votre mail, la réserve était énoncée dans le cadre de la loi d'assentiment du Traité Eucaris. Cette réserve portait sur l'article 2(1) concernant l'échange des données relatives aux permis de conduire. À cet égard, l'exposé des motifs précisait que 'les autorités belges préfèrent attendre qu'une décision ferme soit prise en la matière afin de pouvoir investir de préférence dans le système officiel qui sera choisi au sein de l'Union européenne'.

Vu que la Commission européenne a décidé d'utiliser le système Resper, la Belgique utilise donc la plateforme Eucaris afin de communiquer les données via Resper. La réserve formulée n'a donc plus lieu d'être depuis quelques années."

De memorie van toelichting van dit voorontwerp moet op dat punt aangevuld worden.

⁶ Parl.St. Senaat 2007-08, nr. 4-897/1, 2.

4. Zoals reeds opgemerkt is,⁷ wordt bij artikel 5, tweede lid, van het Eucaris-Verdrag, zoals die bepaling bij het Protocol gewijzigd wordt, een mechanisme ingevoerd voor de goedkeuring door de Algemene Vergadering van de gegevens die, bovenop de verplicht ter beschikking te stellen gegevens bedoeld in het eerste lid van hetzelfde artikel, toegankelijk gemaakt kunnen worden in het kader van Eucaris.

Een document met die aanvullende gegevens is in 2017 vastgesteld door de Algemene Vergadering. Dat document vormt een aanvulling van artikel 5 van het Eucaris-Verdrag, zoals dat artikel gewijzigd wordt.

Ook met dat document dient derhalve uitdrukkelijk ingestemd te worden.

5. De procedure tot goedkeuring en wijziging van dat document die geregeld wordt in artikel 19 van het Eucaris-Verdrag, zoals dat artikel gewijzigd wordt, doet geen principieel probleem rijzen, gelet op de gegevens waarover het gaat. Die procedure heeft immers vooral betrekking op technische en administratieve gegevens van het centraal voertuigregister⁸ welke gegevens niet verplicht toegankelijk gemaakt hoeven te worden. In artikel 5, derde lid, zoals die bepaling gewijzigd wordt, staat bovendien dat het alleen mag gaan om gegevens “die bijdragen aan het doel van dit Verdrag vervat in artikel 2, tweede lid, onder i tot en met iii”, van het Verdrag.

Aangezien het om een reeds bestaand document gaat en het een aanvulling vormt van artikel 5 van het Eucaris-Verdrag, reden waarom er grond bestaat om daarmee uitdrukkelijk in te stemmen,⁹ dient het voorontwerp van wet evenwel aangevuld te worden met een bepaling naar luid waarvan de wetgever vooraf instemt met de wijzigingen die in het document bedoeld in artikel 5, tweede lid, van het Eucaris-Verdrag aangebracht worden overeenkomstig artikel 19 van dat Verdrag.

Bovendien maakt artikel 19 van het Eucaris-Verdrag het mogelijk wijzigingen aan te nemen waarmee het Parlement het eventueel niet eens zou zijn. Om het Parlement de mogelijkheid te bieden de Koning erop te wijzen dat het met een bepaalde wijziging niet akkoord gaat, zou het voorontwerp aangevuld kunnen worden met een bepaling die de Koning ertoe verplicht elke door het Parlement niet uitdrukkelijk aanvaarde wijziging binnen een bepaalde termijn aan de Parlement mee te delen.¹⁰

⁷ Zie de opmerkingen 1 en 2.

⁸ In de beslissing van de Algemene Vergadering van Eucaris van 2017 staat dienaangaande het volgende: “New EU legislation and developments especially related to the impact of vehicles on the environment result in the need to register more vehicle information and to make this information available, also at re-registration. Consequently EUCARIS Operations proposed to extend the VHInfo service and to adapt the data set to the Treaty accordingly.”

⁹ Zie opmerking 4.

¹⁰ Voor de formulering van een dergelijke bepaling kan inspiratie gezocht worden in bijvoorbeeld de artikelen 3 en 4 van de wet van 29 februari 2016 ‘houdende instemming met het Protocol van Nagoya inzake toegang tot genetische rijkdommen en de eerlijke en billijke verdeling van voordelen voortvloeiende uit hun gebruik bij het Verdrag inzake biologische diversiteit, en met de bijlage, gedaan te Nagoya op 29 oktober 2010’, de artikelen 3 en 4 van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest van 4 april 2014 ‘houdende instemming met het Aanvullend Protocol van Nagoya-Kuala Lumpur inzake aansprakelijkheid en schadeloosstelling bij het Protocol van Cartagena

6. Gelet op de mogelijke gevolgen van de “Gemeenschappelijke verklaring” van de partijen voor de toepassing van het Eucaris-Verdrag, zoals dat bij het Protocol gewijzigd wordt, dient ook met die verklaring uitdrukkelijk instemming verleend te worden.¹¹
7. Het opschrift en het dispositief van het voorontwerp moeten in het licht van deze opmerkingen aangevuld worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Jacques JAUMOTTE

inzake bioveiligheid, gedaan te Nagoya op 15 oktober 2010’ en de artikelen 3 en 4 van het decreet van het Vlaamse Gewest van 25 april 2014 ‘houdende instemming met het Europees verdrag inzake het internationaal vervoer van gevaarlijke goederen over de binnenwateren (ADN), opgemaakt in Genève op 26 mei 2000, en met de geactualiseerde voorschriften ADN 2013’. Zie in dezelfde zin advies 59.894/1/V van 26 augustus 2016 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 13 mei 2017 ‘houdende instemming met de Versterkte partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en de Republiek Kazachstan, anderzijds, gedaan te Astana op 21 december 2015’ (*Parl. St.* Kamer 2016-17, nr. 54-2311/1, 20-29; <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/59894.pdf>) en advies 61.208/VR van 8 mei 2017 over een voorontwerp van wet ‘houdende instemming met de Overeenkomst van Kaapstad van 2012 inzake de tenuitvoerlegging van de bepalingen van het Protocol van 1993 bij het Internationaal Verdrag van Torremolinos voor de beveiliging van vissersvaartuigen van 1977, gedaan te Kaapstad op 11 oktober 2014’ (*Parl. St.* Kamer, 2017-18, nr. 54-2760/1, 15 tot 19; <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/61208.pdf>).

¹¹ Zie inzonderheid advies 40.654/4, dat op 4 juli 2006 gegeven is over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 19 juni 2008 ‘houdende instemming met het Verdrag betreffende het Eurokorps en de rechtspositie van zijn Hoofdkwartier tussen de Franse Republiek, de Bondsrepubliek Duitsland, het Koninkrijk België, het Koninkrijk Spanje en het Groothertogdom Luxemburg, en met de Slotakte, gedaan te Brussel op 22 november 2004’, en advies 44.395/2, dat op 13 mei 2008 gegeven is over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 19 september 2008 ‘houdende instemming met het Protocol en de Gezamenlijke Verklaring, ondertekend te Brussel op 17 april 2007, tot wijziging van het Aanvullend Protocol inzake de belastingen, gevoegd bij de Overeenkomst inzake de administratieve en strafrechtelijke samenwerking op het gebied van de regelingen die verband houden met de verwezenlijking van de doelstellingen van de Benelux Economische Unie, ondertekend te 's-Gravenhage op 29 april 1969’.